

Guillaume DeBrosse  
Chief Executive Officer  
Rue Nicolas Appert, 59650 Villeneuve-d'Ascq, France

25 Janvier, 2023

Cher Monsieur DeBrosse,

Nous vous écrivons en tant que B4Ukraine, une coalition d'organisations de la société civile ukrainienne et internationale, œuvrant à réduire les ressources financières permettant l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Nous attendons des entreprises qu'elles manifestent leur opposition à la guerre d'agression de la Russie, qu'elles soutiennent publiquement le peuple, la démocratie et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et qu'elles suivent les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP).

L'enjeu en est, non seulement celui de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'une Ukraine démocratique, mais aussi celui de la continuité d'un ordre international fondé sur des règles, et la prospérité de l'économie mondiale.

Nous demandons un dialogue urgent concernant les incohérences potentielles entre les politiques déclarées de Bonduelle en matière de droits de l'Homme, et les actuelles opérations et relations commerciales de l'entreprise en Russie, pouvant contribuer, ou être liées, à des atteintes aux droits de l'Homme.

Nous constatons que Bonduelle a pu par le passé mettre en place des politiques visant à guider l'entreprise vers un comportement éthique.

En 2003, Bonduelle est devenue signataire du Pacte Mondial des Nations unies et a donc souscrit à ses 10 valeurs fondamentales relatives aux Droits de l'Homme, aux normes de travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

L'entreprise a par ailleurs renforcé cette démarche volontaire en 2012, avec la publication de sa Charte éthique.

En effet, selon l'entreprise :

*Cette Charte Éthique forme le socle fondamental des valeurs et des principes. Cette Charte, au-delà du cadre juridique qui doit être respecté sans faille, guide notre action et les politiques et procédures internes notamment le Code de conduite pour une pratique éthique des affaires, auquel chacun doit se conformer.*

Si l'entreprise analyse les "risques intrinsèques" des pays où elle exerce ses activités, ces derniers se limitent à trois indicateurs : l'indice de performance environnementale (EPI), l'indice de développement humain et l'indice des droits de l'enfant.

Cette méthodologie restreinte ne permet pas de prendre en compte de manière adéquate les risques importants découlant des opérations commerciales dans des pays touchés par des conflits, et à haut risque, comme la Russie.

Cela fait plus de dix mois maintenant que la Russie a envahi l'Ukraine et les effets dévastateurs continuent de choquer et d'ébranler la conscience et l'économie mondiale.

La Russie viole le droit humanitaire international (IHL), perpétue des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, par ses attaques délibérées contre des civils et des infrastructures civiles (exécution de masse, violences sexuelles, tortures et transferts forcés de civils, etc.). Plus de 17 000 Ukrainiens, a minima des chiffres pouvant être établis à l'heure actuelle, ont été tués ou blessés, et des millions d'autres ont été contraints de fuir leur foyer, créant ainsi l'une des plus grandes crises humanitaires, et de réfugiés, contemporaines.

Le 21 septembre dernier, Vladimir Poutine a encore intensifié la guerre en annonçant une "mobilisation partielle" de la population russe. La législation qui l'accompagne (article 9 de la loi fédérale n° 31-FZ) impose à toutes les organisations, y compris aux 1 500 entreprises internationales qui opèrent actuellement à grande ou à petite échelle en Russie, de procéder à l'enregistrement militaire du personnel, si au moins un des employés est éligible au service militaire.<sup>1</sup> Elles doivent également aider à délivrer les convocations militaires à leurs employés, assurer la livraison d'équipements aux points de rassemblement ou aux unités militaires, et fournir des informations, des bâtiments, des communications, des terrains, des transports et d'autres moyens matériels de soutien à l'effort de guerre.

Cette législation entraîne des risques juridiques nouveaux et importants pour les entreprises qui restent en Russie, notamment une responsabilité civile et pénale potentielle en vertu de régimes de sanctions complets et de la jurisprudence internationale récente qui tient les entreprises et leurs dirigeants pour responsables des violations des droits de l'Homme à l'étranger.<sup>2</sup> Les entreprises peuvent être exposées à des risques financièrement importants par le biais de restrictions opérationnelles, telles que des limitations des futurs contrats gouvernementaux.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Federal Law No. 31-FZ of February 26, 1997 "On mobilization training and mobilization in the Russian Federation" (as amended), <https://base.garant.ru/136945/> (accessed January 2, 2022).

<sup>2</sup> International companies remaining in Russia are now at a greater risk of violating sanctions regimes as implementation of the legislation will likely involve transacting with sanctioned individuals or entities. Furthermore, new domestic civil and criminal cases against companies involved in violations of international law demonstrate the risk of significant liability for facilitating state-sponsored human rights abuses abroad (e.g., Lafarge case, Lundin case, Castel Group indictment, Nevsun holding, and Dassault Aviation, Thales, and MBDA France criminal complaint.) [Victoria Riello](#) and [Larissa Furtwengler](#), "Corporate Criminal Liability for International Crimes: France and Sweden Are Poised To Take Historic Steps Forward," September 6, 2021, <https://www.justsecurity.org/78097/corporate-criminal-liability-for-human-rights-violations-france-and-sweden-are-poised-to-take-historic-steps-forward/> (accessed January 2, 2022); The Sentry, "Breaking: France Opens War Crimes Inquiry Focused on Iconic Food and Beverage Conglomerate," July 1, 2022, <https://thesentry.org/2022/07/01/7216/breaking-france-opens-war-crimes-inquiry-focused-iconic-food-beverage-conglomerate/> (accessed January 2, 2022); [Rfi](#), "French technology firm charged over Libya cyber-spying," July 2, 2022, <https://www.rfi.fr/en/business-and-tech/20210701-french-tech-firm-charged-over-libya-cyber-spying> (accessed January 2, 2022); [Preston Lim](#), "Canadian Supreme Court Allows Corporate Liability for International Law Violations," [Lawfare](#), March 12, 2022, <https://www.lawfareblog.com/canadian-supreme-court-allows-corporate-liability-international-law-violations> (accessed January 2, 2022); [Sherpa](#), "Aiding and abetting war crimes in Yemen: Criminal complaint submitted against French arms companies," June 2, 2022, <https://www.asso-sherpa.org/aiding-and-abetting-war-crimes-in-yemen-criminal-complaint-submitted-against-french-arms-companies> (accessed January 2, 2022).

<sup>3</sup> [Venable LLP](#), "Do You Contract with State Governments? If So, Beware of Emerging State Sanctions' Obligations Related to Russia and Belarus," [JD Supra](#), June 3, 2022, <https://www.jdsupra.com/legalnews/do-you-contract-with-state-governments-6537229/> (accessed January 2, 2022).

En réaction à cette guerre non provoquée et injustifiée<sup>4</sup>, de nombreuses entreprises ont quitté la Russie. Selon le suivi des entreprises #LeaveRussia du Kyiv School of Economics Institute (KSE), Bonduelle avait annoncé qu'elle suspendrait tous ses nouveaux investissements en Russie et qu'elle ferait don de tous les bénéfices de ses opérations russes à la reconstruction de l'Ukraine<sup>5</sup>. Bien que nous reconnaissons et saluons les premières mesures de soutien de Bonduelle à l'Ukraine, la société a déclaré qu'elle continuerait à fournir ses produits alimentaires au marché russe, affirmant qu'elle avait l'intention de "nourrir les gens, et non de mener une guerre contre les Russes, les Kazakhs ou l'Asie centrale". L'entreprise s'en est expliquée davantage, en publiant la déclaration suivante :

*Depuis trois semaines, l'Ukraine subit une guerre tragique. Ce que vivent nos collègues ukrainiens et leurs proches nous choque et nous attriste profondément. Nous leur témoignons tout notre soutien. (...) Dans le cadre de sa mission, le Groupe Bonduelle assure donc en Russie la continuité de ses activités pour nourrir non seulement les 145 millions de russes mais aussi les 90 millions d'habitants dans les pays alentours.*<sup>6</sup>

Les activités russes de Bonduelle dans le domaine des conserves alimentaires consistent en trois sites agro-industriels et plus de 900 travailleurs.<sup>7</sup> Selon son rapport intermédiaire, le segment russe de Bonduelle a réalisé un bénéfice de 1,2 million d'euros depuis le début de l'invasion jusqu'à juin 2022,<sup>8</sup> et la société a enregistré un revenu externe annuel pour 2021-2022 provenant de clients basés en Russie de 132,8 millions d'euros.<sup>9</sup> La valeur des actifs incorporels et des immobilisations corporelles de Bonduelle en Russie s'élève à 52,6 millions d'euros (hors fonds de roulement),<sup>10</sup> et selon les recherches de KSE, l'entreprise paie plus de 46 millions d'euros d'impôts.<sup>11</sup> Bonduelle a révélé que les sources de sa chaîne d'approvisionnement en Russie sont le carton, les légumes, les emballages et autres ingrédients sur place, et que 80 % de ce qui est vendu dans le pays est produit localement.<sup>12</sup> En outre, Bonduelle a profité de son maintien sur le marché russe. Le 8 novembre, Bonduelle a annoncé une augmentation de +10,9% de son chiffre d'affaires, indiquant que "le renforcement du rouble russe par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et l'affaiblissement persistant de l'euro par rapport au dollar américain, ont entraîné une croissance supplémentaire liée aux variations de change de +6,5%."<sup>13</sup>

---

<sup>4</sup> The UN General Assembly [condemned](#) Russia's "aggression against Ukraine" and demanded that Moscow "unconditionally withdraw all of its military forces from the territory of Ukraine within its internationally recognized borders."

<sup>5</sup> Bonduelle, "Bonduelle's Statement on Ukraine and Russian," <https://www.bonduelle.com/en/bonduelle-statement-on-ukraine-and-russia/> (accessed January 2, 2022).

<sup>6</sup> Bonduelle, "Corporate Social Responsibility Report," [https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/11/BON2021-22\\_RSE\\_EN\\_MEL.pdf](https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/11/BON2021-22_RSE_EN_MEL.pdf) (accessed January 2, 2023).

<sup>7</sup> Bonduelle, "Universal Registration Document," October 28, 2022, [https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/10/BON2021-22\\_URD\\_EN\\_MEL2.pdf](https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/10/BON2021-22_URD_EN_MEL2.pdf) (accessed January 2, 2023).

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> Bonduelle, "Consolidated financial statements, October 5, 2022," [https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/10/BOND\\_Chap-5\\_-\\_Annexe-Comptes-consolide%CC%81s-30.06.2022-v2\\_EN\\_Publiee\\_06102022.pdf](https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/10/BOND_Chap-5_-_Annexe-Comptes-consolide%CC%81s-30.06.2022-v2_EN_Publiee_06102022.pdf) (accessed January 2, 2023).

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Kiev School of Economics, "Bonduelle," <https://leave-russia.org/bonduelle> (accessed January 2, 2023).

<sup>12</sup> Bonduelle, "Universal Registration Document," October 28, 2022, [https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/10/BON2021-22\\_URD\\_EN\\_MEL2.pdf](https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/10/BON2021-22_URD_EN_MEL2.pdf) (accessed January 2, 2023).

<sup>13</sup> Bonduelle, "Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2022-2023," November 8, 2022, <https://www.bonduelle.com/app/uploads/2022/11/AvisFinancier221108enFR.pdf> (accessed January 9, 2023).

Reste à voir si les employés, les opérations et les actifs de Bonduelle, seront impactés par la mobilisation partielle et par l'augmentation des risques juridiques, réglementaires, opérationnels et financiers associés aux entreprises devant fournir un soutien direct à l'armée russe sanctionnée par la communauté internationale. Cependant, Bonduelle a déjà agi en dehors du cadre de sa mission « humanitaire » (fournir de la nourriture à la population russe) et a directement aidé les activités militaires de la Russie contre l'Ukraine. Selon des informations et rapports récents, Bonduelle aurait envoyé 10 000 « paniers », colis, avec du maïs et des pois en conserve aux soldats russes en première ligne. Bien que la société affirme que ces allégations répandent de fausses informations, chaque « panier » comprenait une note signée par un cadre d'une filiale russe de Bonduelle et ancien agent du FSB, souhaitant aux soldats « une victoire rapide ». <sup>14</sup> La poursuite des opérations russes de Bonduelle et l'envoi d'un soutien direct aux troupes russes qui combattent en Ukraine risquent de permettre et de financer les violations du Droit Humanitaire International et des droits de l'Homme par la Russie alors que l'invasion et l'occupation de l'Ukraine est en cours, violant ainsi les engagements de Bonduelle en matière de droits de l'Homme.

Selon le rapport RSE de Bonduelle (2022), l'entreprise avait déjà identifié les risques RSE associés à ses trois principales activités (l'agriculture, l'agro-industrie, le transport) en utilisant des sources de référence telles que EcoVadis, le Forum économique mondial, la Banque mondiale et l'UNICEF, le CCFD - Terre solidaire, Sherpa.

L'entreprise a ensuite :

*...sélectionné et classé les risques selon les critères suivants : impact du risque sur les droits de l'Homme, les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, l'environnement et la probabilité qu'un tel événement se produise à travers ses activités et celles de ses fournisseurs et sous-traitants avec lesquels elle a une relation commerciale établie.*

*La criticité présentée est le produit de l'impact et de la probabilité.*

Nous cherchons à comprendre comment Bonduelle a mené et continue de mener une HRDD renforcée et comment les résultats d'un tel processus ont abouti à ces activités et relations commerciales continues.

Tel que noté par les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme :

*...plus l'abus est grave, plus l'entreprise devra opérer rapidement des changements avant de prendre la décision de mettre fin ou non à la relation. En tout état de cause, tant que l'abus perdure et que l'entreprise maintient la relation, elle doit être en mesure de démontrer ses propres efforts continus pour en atténuer l'impact et devra être prête à accepter toutes les conséquences - réputationnelles, financières ou juridiques – de ce lien maintenu.*

Compte tenu des points ci-dessus et de la déclaration de B4Ukraine, <sup>15</sup> nous demandons un dialogue urgent avec la direction et le personnel concernés de Bonduelle, afin de discuter des activités et des relations de l'entreprise en Russie, des risques associés pour le peuple ukrainien et pour l'entreprise, et des mesures possibles afin de prévenir ou d'atténuer ces risques.

Merci de contacter B4Ukraine à [contact@b4ukraine.org](mailto:contact@b4ukraine.org) afin de prévoir un appel.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous répondre avant le 25 Janvier 2023, 17.00.

---

<sup>14</sup> "The Bonduelle company, which has been practicing in the Russian Federation, has promoted Russian military," December 31, 2022, <https://novynarnia.com/2022/12/31/kompaniya-bonduelle-shho-j-dali-praczyuye-v-rf-pidtrymala-rosijskyh-vijskovykh/> (accessed January 2, 2022).

<sup>15</sup> B4Ukraine, "About," <https://businessforukraine.info/about> (accessed January 2, 2022).

N'hésitez pas à nous contacter pour de plus amples informations.

Sincèrement,

La Coalition B4Ukraine